COMMUNAUTE URBAINE DE BORDEAUX

**EXTRAIT
DU
REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU
CONSEIL DE COMMUNAUTE**

**Séance du 24 juin 2011
(convocation du 14 juin 2011)**

Aujourd'hui Vendredi Vingt-Quatre Juin Deux Mil Onze à 09 Heures 30 le Conseil de la Communauté Urbaine de BORDEAUX s'est réuni, dans la salle de ses séances sous la présidence de Monsieur Vincent FELTESSE, Président de la Communauté Urbaine de BORDEAUX.

ETAIENT PRESENTS :

M. FELTESSE Vincent, M. JUPPE Alain, M. DAVID Alain, M. CAZABONNE Alain, M. BENOIT Jean-Jacques, M. BOBET Patrick, Mme BOST Christine, M. BRON Jean-Charles, Mme CARTRON Françoise, M. CHAUSSET Gérard, Mme CURVALE Laure, M. DUCHENE Michel, M. DUPRAT Christophe, M. FAVROUL Jean-Pierre, Mme FAYET Véronique, M. FLORIAN Nicolas, M. FREYGEFOND Ludovic, M. GAUTE Jean-Michel, M. GAÜZERE Jean-Marc, M. GUICHARD Max, M. HERITIE Michel, Mme ISTE Michèle, M. LABARDIN Michel, M. LABISTE Bernard, M. LAMAISON Serge, Mme LIRE Marie-Françoise, M. OLIVIER Michel, M. PIERRE Maurice, M. PUJOL Patrick, M. ROSSIGNOL Clément, M. SAINTE-MARIE Michel, Mme DE FRANCOIS Béatrice, M. SOUBIRAN Claude, M. TOUZEAU Jean, M. TURON Jean-Pierre, Mme LACUEY Conchita, M. MAURRAS Franck, M. SOUBABERE Pierre, Mme TERRAZA Brigitte, M. AMBRY Stéphane, M. ANZIANI Alain, M. ASSERAY Bruno, Mme BALLOT Chantal, M. BAUDRY Claude, Mme BONNEFOY Christine, M. BONNIN Jean-Jacques, M. BOUSQUET Ludovic, Mme BREZILLON Anne, M. CHARRIER Alain, Mme CHAVIGNER Michèle, Mme COLLET Brigitte, M. DANJON Frédéric, M. DAVID Jean-Louis, M. DAVID Yohan, Mme DELATTRE Nathalie, M. DELAUX Stéphan, Mlle DELTIMPLE Nathalie, Mme DESSERTINE Laurence, Mme DIEZ Martine, M. DOUGADOS Daniel, M. DUART Patrick, M. DUBOS Gérard, M. DUCASSOU Dominique, M. DUPOUY Alain, Mme EWANS Marie-Christine, Mme FAORO Michèle, M. FEUGAS Jean-Claude, Mme FOURCADE Paulette, M. GALAN Jean-Claude, M. GARNIER Jean-Paul, M. GUICHEBAROU Jean-Claude, M. GUICHOUX Jacques, M. GUILLEMOTEAU Patrick, M. GUYOMARC'H Jean-Pierre, Mme HAYE Isabelle, M. HURMIC Pierre, M. JOANDET Franck, M. JOUBERT Jacques, M. JUNCA Bernard, M. LAGOFUN Gérard, Mme LAURENT Wanda, M. LOTHAIER Pierre, M. MANGON Jacques, M. MAURIN Vincent, Mme MELLIER Claude, M. MOGA Alain, M. MOULINIER Maxime, Mme NOEL Marie-Claude, M. PAILLART Vincent, Mme PARCELIER Muriel, M. PENEL Gilles, Mme PIAZZA Arielle, M. POIGNONEC Michel, M. QUANCARD Denis, M. QUERON Robert, M. REIFFERS Josy, M. RESPAUD Jacques, M. ROBERT Fabien, M. ROUYEYRE Matthieu, Mme SAINT-ORICE Nicole, M. SIBE Maxime, M. SOLARI Joël, Mme TOUTON Elisabeth, M. TRIJOLET Thierry, Mme WALRYCK Anne.

EXCUSES AYANT DONNE PROCURATION :

M. DAVID Alain à M. TOUZEAU Jean à partir de 11h20
M. CAZABONNE Didier à M. CAZABONNE Alain
M. FAVROUL Jean-Pierre à M. DUPRAT Christophe jusqu'à 10h25
M. GELLE Thierry à Mme. BONNEFOY Christine
M. LAMAISON Serge à Mme BALLOT Chantal jusqu'à 10h05
M. ROSSIGNOL Clément à M. JOANDET Franck à partir de 12h30
M. BRUGERE Nicolas à M. BRON Jean-Charles
Mme CAZALET Anne-Marie à Mme. BREZILLON Anne
M. CAZENAVE Charles à Mme. COLLET Brigitte
Mlle COUTANCEAU Emilie à Mme. BOST Christine
M. COUTURIER Jean-Louis à Mme. LACUEY Conchita
Mme DELTIMPLE Nathalie à M. MOULINIER Maxime à partir de 11h

M. EGRON Jean-François à M. DAVID Alain jusqu'à 11h20 et à Mme FAORO Michèle à partir de 11h20
Mlle EL KHADIR Samira à M. BENOIT Jean-Jacques
M. GUILLEMOTEAU Patrick à M. DUBOS Gérard jusqu'à 11h
M. MERCIER Michel à M. GUICHOUX Jacques
M. MILLET Thierry à M. GUYOMARC'H Jean-Pierre
M. PAILLART Vincent à M. AMBRY Stéphane jusqu'à 10h25
Mme PARCELIER Muriel à Mme TOUTON Elisabeth jusqu'à 11h
M. PEREZ Jean-Michel à Mme. DIEZ Martine
M. RAYNAL Franck à M. SOUBIRAN Claude
M. RAYNAUD Jacques à M. RESPAUD Jacques
M. SENE Malick à M. SOUBABERE Pierre
Mme WALRYCK Anne à Mme DESSERTINE Laurence jusqu'à 10h

LA SEANCE EST OUVERTE

Franchissement Jean-Jacques Bosc
 Concours restreint de maîtrise d'œuvre
 Autorisation - Désignation du jury - Décision

Monsieur BRON présente le rapport suivant,

Mesdames, Messieurs

Le Conseil de Communauté a précédemment délibéré pour initier les études et la concertation sur un futur franchissement amont de la Garonne dit « Jean-Jacques Bosc ».

La délibération n°2007/0748, adoptée lors de la séance du Conseil de Communauté du 26 octobre 2007, a défini les objectifs du franchissement et décider d'ouvrir une concertation préalable.

La délibération n°2008/0820 adoptée lors de la séance du 19 décembre 2008 a arrêté les modalités de cette concertation qui a été ouverte le 9 février 2009.

La délibération n°2010/0414 adoptée lors de la séance du 25 juin 2010 a fait un point d'étape de la concertation et a apporté des précisions sur les objectifs du projet.

Par délibération n°2011/0241 adoptée lors de la séance du 29 avril 2011, le Conseil de Communauté a approuvé le bilan de la concertation ouverte sur le projet de franchissement au titre de l'article L.300-2 du code de l'urbanisme, et a précisé les objectifs du projet.

Par délibération n°2011/0330 adoptée lors de la séance du Conseil de Communauté du 27 mai 2011, le Conseil a arrêté le dossier définitif projet de franchissement dans sa nature et ses caractéristiques essentielles.

Par délibération n°2011/0331 adoptée lors de la séance du Conseil de Communauté du 27 mai 2011, le Conseil a décidé de réaliser l'opération « Pont Jean-Jacques Bosc » suivant les modalités présentées concernant le contenu de l'opération, la maîtrise d'ouvrage, le mode de réalisation, les coûts prévisionnels, le financement et le calendrier prévisionnel.

Cette délibération a notamment validé le mode de réalisation de l'ouvrage de franchissement et de ses raccordements, à savoir un concours restreint de maîtrise d'œuvre, suivi ultérieurement des marchés de travaux.

Ce projet de franchissement JJ Bosc est crucial pour le développement de la partie sud-est de l'agglomération et pour l'Opération d'Intérêt National Bordeaux-Euratlantique. La réussite de ce projet de franchissement, important par sa dimension (un peu plus de 500 m de long), les fonctionnalités qu'il doit porter, et la complexité des raccordements, repose très largement sur la qualité urbaine du projet qui sera retenu. Dans ce contexte, la procédure de concours restreint de maîtrise d'œuvre est la plus pertinente pour atteindre cet objectif.

Pour choisir l'équipe de concepteurs chargée de concevoir et de mettre en œuvre le projet du Pont JJ Bosc et de ses raccordements, il est donc nécessaire pour la Communauté urbaine, maître d'ouvrage de l'opération, de lancer un concours en application des articles 38, 70 et 74-III du Code des Marchés Publics.

La consultation sera ouverte aux candidats ou groupements présentant obligatoirement les compétences suivantes :

- un architecte inscrit à l'ordre des architectes ;
- un ou des bureau(x) d'études présentant des compétences et des références en conception, études et travaux sur des ponts importants, ainsi que des compétences notamment en VRD (voirie et réseaux divers), espaces publics, études de trafics et simulations dynamiques, mobilité, économie de la construction, OPC (ordonnancement, pilotage et coordination) sur des opérations d'ampleur, réalisation d'études d'impact et montage des dossiers de mise à l'enquête publique, environnement et hydraulique ;
- un paysagiste ayant des compétences en aménagement d'espaces publics urbains ;
- un concepteur en éclairage et scénographie nocturne.

Des compétences en urbanisme, en environnement et en développement durable devront être portées par les membres du groupement dans son ensemble.

Le groupement sera obligatoirement un groupement conjoint avec mandataire solidaire. La désignation du mandataire sera laissée au choix du groupement.

Le nombre de candidats qui seront admis à concourir à l'issue de la phase d'examen des candidatures est fixé à cinq.

L'élaboration du pré programme du concours a fait l'objet d'un groupe de travail associant les services de la Communauté urbaine, de l'Agence d'urbanisme, le Conseil de Développement Durable, Arc en Rêve, les services des communes associées de Bègles, Bordeaux, Bouliac et Floirac ainsi que des services de l'Etablissement Public Bordeaux-Euratlantique. Le Comité Permanent de la Concertation (CPC) a été informé du contenu du pré programme. Le CPC sera associé au programme et au jury du concours.

Ce pré programme met l'accent sur les enjeux et les problématiques urbaines auxquels la conception du pont et de ses raccordements devra apporter une réponse dans le respect des objectifs fixés pour le projet : qualité architecturale, insertion urbaine de l'ouvrage et des raccordements, incorporation d'espaces publics qualitatifs, mixité des modes de déplacement avec priorité aux transports collectifs et aux modes doux, approche environnementale de la conception et de l'exécution des travaux.

Le pré programme laisse un champ d'expression au parti pris des concepteurs dans leur réponse : ampleur du geste architectural sur l'ouvrage, dimensionnement et traitement des espaces publics sur l'ouvrage, nécessité des trémies aux raccordements,...

Le pré programme sera joint à l'avis d'appel public à la concurrence du concours.

A l'issue de la phase de sélection des candidats admis à concourir, et sur la base du dossier de concours qui leur sera remis, ceux-ci auront à fournir une proposition de niveau « études préliminaires », avec une maquette de l'ouvrage et des aménagements proposés.

Les candidats ayant remis une prestation conforme aux exigences du règlement de la consultation seront indemnisés. Le montant maximum de cette indemnité est fixé à 300 000 € TTC (250 836,12 € h.t.) par candidat, soit une somme globale maximum de 1 500 000 € TTC (1 254 180,60 € h.t.). L'indemnité au titulaire du futur marché de maîtrise d'œuvre sera un acompte sur sa rémunération.

Le montant de la dépense (indemnités) sera inscrit au budget principal de l'exercice 2012, Chapitre 20, Compte 2031, Fonction 8220, CRB KD00, Programme VD30.

Les prestations qu'il est prévu de confier au lauréat du concours sont les suivantes :

En tranche ferme :

- Concernant le pont et ses raccordements :
 - les études préliminaires,
 - l'avant projet (AVP), permettant d'optimiser la conception,
 - la réalisation des études d'impact et la constitution des dossiers d'enquêtes publiques,
 - le projet (PRO), permettant la consultation des entreprises de travaux,
 - l'assistance pour la passation des contrats de travaux (ACT),
- Concernant le pont :
 - l'examen de conformité – visa des documents d'exécution du pont (VISA),
 - le contrôle, la surveillance et la direction de l'exécution des travaux du pont (DET),
 - l'ordonnancement, le pilotage et la coordination des travaux du pont (OPC),
 - l'assistance aux opérations de réception des ouvrages du pont (AOR),

En tranche conditionnelle 1 :

- l'examen de conformité – visa des documents d'exécution des raccordements (VISA),
- le contrôle, la surveillance et la direction de l'exécution des travaux des raccordements (DET),
- l'ordonnancement, le pilotage et la coordination des travaux des raccordements (OPC)
- l'assistance aux opérations de réception des ouvrages des raccordements (AOR),

En tranche conditionnelle 2 :

- une mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage (AMO, technique et architecturale) pour la réalisation des travaux des raccordements.

En effet, le calendrier des aménagements des voies sur berges en rive droite et en rive gauche, dont le contenu doit être défini dans le cadre de l'opération Bordeaux-Euratlantique, n'est pas connu à ce jour. En conséquence, certaines phases de travaux des raccordements devront probablement être différées, et des aménagements provisoires seront alors nécessaires. Dans ces conditions, la maîtrise d'œuvre des travaux des raccordements pourrait utilement être réalisée par les services communautaires avec une Assistance à Maîtrise d'Ouvrage du concepteur (affermissment de la tranche conditionnelle n°2). Si les conditions sont plus favorables la maîtrise d'œuvre des travaux pourrait être confiée au titulaire du marché en affermissant la tranche conditionnelle n°1.

L'enveloppe financière affectée aux travaux (hors honoraires de maîtrise d'œuvre et hors indemnités) pour l'ensemble des aménagements (le pont et ses équipements, les raccordements et leurs espaces publics, hors superstructures légères éventuelles) est évaluée à 110 000 000 € TTC (soit 91 973 244 € h.t, valeur avril 2011) au stade des études préalables de niveau programme.

Sur cette base, le montant des prestations à confier au maître d'œuvre, pour une mission complète tranche ferme et tranche conditionnelle n°1, est évalué à 10 % du montant des travaux, soit 11 000 000 € TTC (9 197 324,41 € h.t).

Déroulement prévisionnel de la procédure :

Les étapes prévisionnelles de la procédure du concours sont les suivantes :

- publication de l'avis de concours au niveau européen,
- réception des candidatures,
- analyse des candidatures,
- arrêt de la liste des candidats admis à concourir (5 équipes candidates maximum) par M. le Président de la Communauté urbaine après avis motivé du jury,
- envoi du dossier du concours aux candidats admis,
- remise des offres anonymes,
- analyse des offres,
- avis du jury sur les offres, classement des projets, et avis sur l'attribution des indemnités,
- choix du ou des lauréats,
- négociation du marché par M. le Président avec le ou les lauréats du concours,
- attribution du marché par le Conseil de Communauté.

Composition du jury du concours :

En application de l'article 24 du Code des Marchés Publics, le jury du concours appelé à donner son avis sur les candidatures et les projets sera composé de la manière suivante :

Membres à voix délibérative :

- le jury est présidé par M. le Président de la Communauté urbaine de Bordeaux ou son représentant,
- 5 membres désignés au scrutin de liste dans les conditions prévues à l'article 22 du Code des Marchés Publics,

- 5 personnalités dont la participation présente un intérêt particulier au regard de l'objet du concours, désignées par M. le Président de la Communauté urbaine,
- au moins 5 personnalités ayant la même qualification ou la même expérience que les candidats, désignées par M. le Président de la Communauté urbaine.

Membres à voix consultative :

- Monsieur le directeur départemental de la protection de la population (DDPP) ou son représentant,
- Monsieur l'administrateur des finances publiques de la communauté urbaine de bordeaux ou son représentant.

Ceci étant exposé, il vous est demandé, Mesdames et Messieurs, de bien vouloir, si tel est votre avis, adopter les termes de la délibération suivante :

Le Conseil de Communauté,

VU la loi n°85-704 du 12 juillet 1985 relative à la Maîtrise d'Ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée (loi MOP) et ses décrets d'application notamment le décret 93-1268 du 29 novembre 1993,

VU le Code Général des collectivités territoriales,

VU le Code des Marchés Publics,

VU les délibérations n°2007/0748 du Conseil de Communauté du 26 octobre 2007, n°2008/0820 du Conseil de Communauté du 19 décembre 2008, n°2010/0414 du Conseil de Communauté du 25 juin 2010, n°2011/0241 du Conseil du 29 avril 2011, n°2011/0330 et 2011/0331 du Conseil du 27 mai 2011,

VU le pré programme du concours annexé à la présente délibération,

VU le résultat des opérations électorales.

ENTENDU le rapport de présentation,

CONSIDERANT QUE pour choisir l'équipe de concepteurs chargée de concevoir et de mettre en œuvre le projet de pont Jean-Jacques Bosc et ses raccordements, il est nécessaire pour la Communauté urbaine, maître d'ouvrage de l'opération, de lancer un concours restreint de maîtrise d'œuvre en application des articles 38, 70 et 74-III du Code des Marchés Publics.

DECIDE

Article 1 : Le pré programme de l'opération du Pont Jean-Jacques Bosc et de ses raccordements, annexé à la présente délibération, et l'enveloppe prévisionnelle des travaux sont approuvés.

Article 2 : Sont désignés, en qualité de membres du jury du concours de conception et maîtrise d'œuvre aux termes des opérations électorales conduites dans les conditions de l'article 22 du Code des Marchés Publics, les 5 membres titulaires et les 5 membres suppléants suivants :

En qualité de membres titulaires	En qualité de membres suppléants
- Conchita LACUEY	- Jean-Claude GALAN
- Jacques RESPAUD	- Matthieu ROUYEYRE
- Alain JUPPE	- Michel DUCHENE
- Jean-Charles BRON	- Alain MOGA
- Clément ROSSIGNOL	- Muriel PARCELIER

Article 3 : La consultation sera ouverte aux candidats ou aux groupements présentant les compétences énoncées ci-avant. Le nombre maximum de candidats qui seront admis à concourir à l'issue de la phase d'analyse des candidatures est fixé à 5. Le montant maximum de l'indemnité pouvant être versée aux candidats ayant remis une proposition conforme au règlement du concours est fixé à 300 000 € TTC (250 836,12 € h.t.) par candidat.

Article 4 : Monsieur de Président de la Communauté urbaine est autorisé à lancer une procédure de concours restreint de maîtrise d'œuvre, en application des articles 38, 70 et 74-III du Code des Marchés Publics, à arrêter la liste des candidats admis à concourir, à choisir le ou les lauréats du concours et à négocier avec lui / eux.

Article 5 : Le montant des dépenses sera inscrit au budget principal, Exercice 2012, Chapitre 20, Compte 2031, Fonction 8220, CRB KD00, Programme VD30.

Les conclusions, mises aux voix, sont adoptées à l'unanimité.
Désignations effectuées

Fait et délibéré au siège de la Communauté Urbaine le 24 juin 2011,

Pour expédition conforme,
par délégation,
le Vice -Président,

<p>REÇU EN PRÉFECTURE LE 8 JUILLET 2011</p> <p>PUBLIÉ LE : 8 JUILLET 2011</p>

M. JEAN-CHARLES BRON